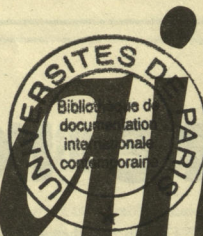


# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE  
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes  
22 au 28 octobre 1998



10,00 F

## Mouvement des lycéens La rue donne de la voix

500 000 LYCÉENS ONT manifesté jeudi dernier leur mécontentement dans les rues de la plupart des villes françaises : le gouvernement à réellesment de quoi s'inquiéter. Les paroles d'apaisement de Claude Allègre, père fouettard avec les enseignants mais près à jouer au père Noël avec les lycéens, n'ont eu aucun effet. Leurs revendications sont pourtant simples et accessibles : allègement des programmes et des classes surchargées (entre 30 et 40 élèves par classe alors que le maximum pour un travail de qualité est entre 20 et 25), ainsi que la nomination d'enseignants sur tous les postes vacants. Le

travail des lycéens et des profs. Bref, les lycéens ont été roulés dans la farine et c'est normal qu'ils exigent maintenant des changements immédiats.

siieurs millions d'exemplaires, n'a bien entendu servi à rien. Allègre voulait seulement jouer à sa mesure l'air gaulliste du « je vous ai compris », devenu pour l'occasion un fade « je vous ai entendu ». Mais voilà, les lycéens se rendent compte un an après que le questionnaire bidon n'avait d'autre but que d'endormir leur idées revendicatives, Mieux, ils découvrent que les vrais questions n'étaient pas dans le questionnaire.

propos du problème central qu'est la pénurie de profs. La seule solution acceptable est l'embauche de nouveaux enseignants ou la réembauche définitive des maîtres auxiliaires totalement précarisés depuis quelques années. Pour cela il faudrait enrayer la chute continue du nombre des postes aux concours, « justifiée » par la baisse du nombre des lycéens, argument que la réalité des effectifs des classes dément chaque jour.

Mais la politique néolibérale du gouvernement est de n'embaucher aucun nouveau fonctionnaire. Allègre préfère boucher provisoirement les trous en se servant d'emplois précaires d'étudiants embauchés sous contrat à durée déterminée et parachutés sans formation dans les classes. Les grands discours du ministre qui estime que les solutions sont qualitatives et non quantitatives (pour ne pas payer de nouveaux personnels) sonnent bien faux tout à coup. Assurément le ministre n'a ni provoqué, ni même souhaité, ce mouvement mais il tente de l'agitation et de l'émotion pour faire passer à la hussarde un certain nombre de pratiques inacceptables.

### Service public

L'enjeu réel de ce mouvement et de ceux qui suivront inévitablement est cependant beaucoup plus important que quelques rustines sur un système autoritaire, inégalitaire et centralisé. Nous ne défendons pas l'Éducation nationale parce qu'il serait tout de même paradoxal de voir des anarchistes au chevet d'un des principaux outils de la domination idéologique de l'État républicain. Par contre c'est l'occasion de défendre notre conception de ce que doit être un véritable service public de l'éducation. Service public, pour nous cela veut dire trois choses : universel, totalement non marchand et gratuit, géré par ses usagers. Nous devons ainsi nous battre contre les filières ultra-courtes qui sous prétexte d'enseignement plus concret ont pour fonction de faire sortir de l'école le plus possible d'élèves, le plus rapidement possible. L'école doit être ouverte à tous, dans les mêmes conditions matérielles et pour cela être parfaitement gratuite (transports, livres et fournitures, repas dans les cantines et voyages scolaires compris). Enfin et surtout l'école doit être la propriété véritable de ses acteurs et non la propriété de l'État ou des curés.

Élèves, profs, parents, doivent selon nous autogérer les écoles, les collèges et les lycées. Dans un premier temps, nous serions bien inspirés de profiter des mouvements en cours pour exprimer nos idées et par exemple de revendiquer au moins un établissement autogéré par département, pour chacun des niveaux de la scolarité.

Franck Gombaud

### Lycéens en lutte

page 3 et 8

### Sans-papiers : grève de la faim à Bordeaux

page 5

### manifs : PACS, etc.

page 8

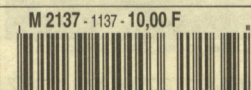


ministre a beau promettre à tour de bras, comme il le fait depuis qu'il est en poste, il fait maintenant figure d'une baudruche qui souffle et se dégonfle progressivement. Quinze jours de manifestations auront donc suffi pour que tous comprennent qu'une grande gueule, même socialiste, ne résout pas plus les problèmes de l'éducation qu'un faux cul de la droite centriste.

### Questionnaire bidon

Le questionnaire sur les problèmes des lycées, distribué l'an dernier à plu-

ISSN 0026-9433 - N° 1137



FOP 2520

## EDITORIAL

Dans le métro parisien, l'insécurité règne. Le 24 août, un restaurateur de trente-cinq ans a pu en faire l'amère expérience. Précisons qu'il se prénomme Tarek. À la station Château-Rouge, avec un coude cassé à trois reprises et l'autre plâtré, il ne sort pas sa carte orange et passe illicitement le portique derrière son frère. Trois agents du GSPR, les vigiles du métro, l'interceptent. Avec ses deux bras estropiés, il tarde à présenter son titre de transport. Un vigile le bouscule : « Tu te fous de moi ? ». Tarek ose protester. Les vigiles le conduisent alors dans un local, où il est frappé et se retrouve à terre.

Son frère alerte la police. Devant les flics, solidaires de leurs camarades vigiles, qui tentent de minimiser « l'incident », Tarek insiste pour porter plainte. Conduit au commissariat de la rue Marcadet, l'enfer commence. On tente de le menotter. Ahuri, Tarek s'efforce de protéger son bras cassé. Sept flics se précipitent alors sur lui. Il est roué de coups. Une matraque entre les jambes, la tête broyée sous les semelles, à moitié étranglé, Tarek crache du sang et perd connaissance. Réveillé avec un seau d'eau, il passe ensuite la nuit en cellule, sans couverture.

Le lendemain, vers 18 heures, il quitte le commissariat avec un tympan percé, un pouce gravement foulé et deux entorses dorsales. Depuis, il a dû être hospitalisé à trois reprises et souffre toujours de vertiges. Tarek a pris un avocat et a porté plainte. La R.A.T.P. a osé faire de même, invoquant « une agression contre l'un de ses agents ». À tout prix, la totale impunité dont bénéficient les forces de l'ordre établi doit être préservée... Jeudi 8 octobre, Jospin est intervenu dans le cadre de la grève des personnels de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F. Il a annoncé que les agressions contre les agents des transports publics seraient dorénavant punissables de cinq ans d'emprisonnement et de 500 000 F d'amende. Ainsi, l'injustice d'État pourrait demain appliquer cette peine à Tarek, pour le crime d'avoir défendu sa dignité.

Dans le même registre, Jospin a aussi affirmé que les agents de transport devaient pouvoir procéder à des vérifications d'identité. Renforcer ainsi les pouvoirs des contrôleurs et autres vigiles ne peut qu'encourager l'arbitraire et organiser la multiplication des « bavures ». Pourquoi ne pas accorder un port d'armes aux contrôleurs ? Ainsi, Tarek aurait peut-être pris une balle dans la tête, en légitime défense bien sûr...

Soyons clair. Que des agents des transports souhaitent pouvoir travailler sans risquer une agression est une exigence parfaitement légitime. Mais y répondre par l'escalade sécuritaire est une solution de facilité qui nous conduit tout droit dans l'impasse d'une société policière. Ces violences sont le symptôme d'une société malade. Pour les combattre efficacement, c'est le fonctionnement global de notre société qu'il faut remettre en cause.



# L'imposture républicaine

**L**A RÉPUBLIQUE EST EN FRANCE solidement établie. Depuis plus d'un siècle en effet (avec tout de même la courte mais marquante coupure de l'État français pétainiste) c'est le régime politique que nous subissons et que nous combattons. Pourtant, nous devrions être satisfaits d'un système qui fait, au sens vrai du terme, de la société une propriété et un usage collectifs par un groupe d'égaux, les citoyens.

La République, c'est d'abord *Res Publica*, la chose publique des romains, et c'est ce sens positif qui rallie à lui nombre de personnes de bonne foi. Mais c'est malheureusement au mépris complet de la réalité politique d'une République qui s'accommode fort bien de la confiscation du pouvoir par quelques uns, de la dictature économique du capitalisme libéral et des inégalités sociales les plus évidentes. Il y a tromperie sur le terme (ou plus exactement manipulation) mais il faut être bien naïf pour se laisser prendre, d'autant que la duperie ne date pas d'hier. En effet comme l'explique Jacques Gaillard,

« Quand on lit Platon, on n'oserait imaginer, en visitant sa République, à quel parti contemporain il coterait aujourd'hui, tant il aime l'ordre, méprise les métiers et abomine la démocratie (et les femmes : même s'il leur ménage un rôle dans la cité idéale, dans la cité réelle, il ne leur trouve d'autre mérite que de savoir tisser et faire des crêpes (République, V, 455) » (1). Déjà dans l'antiquité, les spécialistes avaient posé sur le beau concept de République leurs grosses pattes autoritaires.

## De la Chose publique...

L'idéal de l'égalité sociale n'est pas né avec l'anarchisme et a pour beaucoup de prolétaires longtemps été synonyme de République. Opprimés par une noblesse qui, constituée en caste héréditaire, avait sans nuance confisqué à son profit fortunes, carrières et privilèges, une partie des révolutionnaires de 1789 ont cherché dans la République l'établissement d'une société égalitaire, sur le plan des droits mais aussi dans le domaine social et économique. De 1793 à

1795, ils vont chercher à établir une République qu'ils veulent véritablement universelle. Les Sans-Culottes, les Hébertistes et autres lecteurs du *Père Duchêne*, cherchent (et tâtonnent bien sûr) à réaliser par le biais de la République, ce que nous appellerions maintenant socialisme ou communisme. La déchristianisation, la limitation des fortunes et la redistribution des surplus aux indigents, le contrôle des prix pour éviter l'enrichissement des spéculateurs, ne peuvent nous laisser insensible. C'est par une réécriture idéologique de la bourgeoisie que nous résumons en général cette période du nom de son sinistre épithète : la Terreur.

Leurs continuateurs, les prolétaires révolutionnaires de 1848 avaient encore l'espoir de faire de la République l'outil de l'égalité sociale. Gaston Leval explique avec clarté le mécanisme qui conduisit de leurs aspirations égalitaires à la victoire du Parti de l'ordre. « Ainsi en France la Révolution de février 1848 fut facile : bourgeois libéraux et prolétaires s'étaient unis pour renverser la monarchie de Louis-Philippe; mais tout changeait quand, quatre mois plus tard les ouvriers voulurent implanter le socialisme. Alors les bourgeois furent solidaire des monarchistes [...] » (2).

nements du système répressif n'imposent plus à Jospin l'usage de la troupe si, à la différence de Clemenceau, il n'a pas besoin pour rappeler son rôle véritable de se proclamer « premier flic de France », il aime toujours à rassurer le bourgeois en faisant expulser les chômeurs qui occupent les A.S.S.E.D.I.C. au nom de « l'ordre républicain ».

## La hiérarchie demeure

Les hiérarchies se modifient pour que la hiérarchie demeure. Le système inégalitaire a besoin de temps à autre de donner l'apparence du changement, de la réforme et parfois même de la révolution, pour perdurer. Une catégorie d'exploiteur, la bourgeoisie, en a chassé une autre, la noblesse, pour maintenir actif un système alors à bout de souffle, en balayant au passage les aspirations populaires. Par la suite, le suffrage censitaire (qui n'autorisait que les plus riches à voter) a été remplacé par l'imposture du suffrage universel. Pourtant dans bien des communes, c'est souvent encore celui qui possède le plus qui détient le pouvoir. Le maire a longtemps et souvent été celui qui avait le plus de terres et de vaches avant d'être un pharmacien aisé avec une automobile allemande : quel progrès! C'est tout le talent de la démocratie bourgeoise d'avoir réussi que tout change... sans que rien ne change ; à ce que l'explication demeure et même, raffinement suprême, à ce qu'elle soit acceptée par ceux qui en sont les victimes.

## ... à la République

La République a ainsi mis un siècle à s'établir, de la Révolution de 1789 aux années 1880, au pris du reniement des idéaux les plus honnêtes et des revendications prolétaires. Dans ce contexte, le mouvement socialiste et l'aspiration au communisme libertaire est né pour partie de la prise de conscience par les révolutionnaires de l'impossibilité d'une République, qui au-delà des mots soit une véritable « chose publique » démocratique et égalitaire.

Le va et vient des restaurations monarchiques et des tentatives républicaines, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle aboutit donc à un ectoplasme de République, vidée de sa substance populaire et qui peut finalement convenir à tous les exploiters. Aujourd'hui il n'y a ainsi pas plus républicains que certains grands patrons, que la majorité des catholiques, et même que le Front national qui pourrait probablement, s'il prenait le pouvoir, retailer les oripeaux républicains aux mesures de son idéologie autoritaire. Le général de Gaulle a « sauvé » la République d'un coup d'État... par un coup d'État en 1958 et Bertrand Renouvin, chef d'un parti royaliste appelait en 1981 à voter François Mitterrand, d'ailleurs sans contresens aucun au vu des quatorze ans de règne de celui qui fut monarque sans couronne, mais avec cour et valets.

La République n'a pas réalisé l'égalité sociale, pas plus que la démocratie véritable. Sous les tracers de la démocratie représentative elle a bâillonné les prolétaires et étouffé (parfois dans le sang) les révoltes. Si aujourd'hui, les perfection-

« l'école capitaliste » dans les années 70 de voler aujourd'hui au secours de l'école républicaine. L'idée de nation, indissociable en France de l'État et de la République, est ainsi avancée de manière aussi obsessionnelle que rhétorique. Exception culturelle et nationale pour le cinéma, services publics à la française, c'est incroyable ce que la nation porte en elle de bons sentiments. Ce mélange étrange, mais finalement réactionnaire, produit ces derniers temps des intellectuels - militants à la Bourdieui qui défendent à la fois la République, la nation et le prolétariat. Ils ont fait leurs premières armes de militants en décembre 1995, aux côtés des grèves de cheminots et de défense de la sécu. Ils s'y sont affirmés comme les défenseurs de l'État social, de la sécu et de la S.N.C.F. au nom de la spécificité nationale, et finalement d'un État républicain dont le service public constituait l'ossature. L'État, par le biais des services publics, apparaît alors comme le seul rempart face aux effets dévastateurs de la mondialisation et du capitalisme libéral. Toucher au service public, c'est ainsi porter atteinte à l'image que la France se fait d'elle-même, à sa singularité et finalement à son nationalisme.

La conception que nous nous faisons des services publics est bien loin de celle-ci et il faudrait peut-être penser à le rappeler. Nous qui défendons la notion même de service public (c'est-à-dire collectif et non marchand), et pas celle de services rendus par l'État à un public de consommateurs (fussent-ils consommateurs de médecine), devons certainement clarifier rapidement nos positions pour que nos idées ne soient pas noyées dans la passion nationale et républicaine. Oui, nous défendons le service public. Nous voulons même l'étendre largement à des besoins comme les transports, l'eau, l'énergie, la santé, le logement. Mais non, nous ne défendons pas l'État républicain même par le biais du service public, parce que nous ne croyons pas qu'il soit un rempart contre le capitalisme libéral.

Frank Gombaud

(1) Jacques Gaillard, *Rome, le temps les choses*, Actes Sud, p 17.  
(2) Gaston Leval, *Espagne libertaire 36-39*, Éditions du Monde libertaire, p 382.

## abonnez-vous!

**Autorisation de prélèvements**  
 80 F par trimestre abonnement normal  
 100 F par trimestre abonnement de soutien

N° NATIONAL D'EMETTEUR  
 N° 42 25 73

ORGANISME CRÉANCIER  
**PUBLICO - LE MONDE LIBERTAIRE**  
 145, rue Amelot 75011 Paris

TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER (lettres capitales)  
 NOM ..... Prénom .....  
 N° ..... Rue .....  
 Code postal ..... Localité .....

NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT DU COMPTE A DEBITER (votre banque, cop ou Caisse d'épargne)  
 NOM ..... Prénom .....  
 N° ..... Rue .....  
 Code postal ..... Localité .....

DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER  
 Etablis. Codes Guichet N° de compte

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde libertaire. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal Le Monde libertaire.

Date .....  
 Signature obligatoire .....

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

**le monde libertaire** Rédaction-Administration : 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 Fax : 01 49 29 98 59

**Bulletin d'abonnement**

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° <input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n° <input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n° <input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n° <input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)  
 Nom ..... Prénom .....  
 Adresse .....  
 Code postal ..... Ville .....  
 Pays ..... A partir du n° .....(inclus).  
 Chèque postal  Chèque bancaire   
 Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

**Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.**  
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

## Procès du Monde libertaire

Lundi 19 octobre avait lieu à la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Paris l'audience du procès dans lequel le maire socialiste de Noisy-le-Grand poursuivait notre hebdomadaire pour diffamation.

L'avocat du Monde libertaire a plaidé la nullité arguant sur l'imprécision de la citation concernant la diffamation.

Le tribunal se prononcera le 16 novembre sur la recevabilité de la procédure de nullité.

Quel que soit le jugement qui sera prononcé, le Monde libertaire doit faire face à des frais de Justice. À cet effet, une souscription est en cours. Merci d'adresser vos dons par chèque (mention procès ML) à Monde libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris.

Rédaction-Administration :  
 145, rue Amelot, 75011 Paris  
 Directeur de publication : André Devriendt  
 Commission paritaire n°55 635  
 Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,  
 76200 Dieppe.  
 Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
 Routage 205 - La Vigie  
 Diffusion N.M.P.P.



# Lycées : attention, des casseurs peuvent en cacher d'autres

IL Y A UN MOIS, NOUS ÉCRIVIONS : « Le calme précédant toujours la tempête, préparons-nous à affronter les remous qui arriveront plus vite que certains le pensent ». Et bien, nous y voilà. Comme depuis pas mal d'années déjà, c'est un mouvement spontané, non encarté syndicalement et politiquement, qui secoue les fondements de la société capitaliste à savoir l'exploitation, l'inégalité sociale et économique. La traditionnelle grève de rentrée des syndicats enseignants ayant été un bidé, aujourd'hui ce sont donc les lycéens qui arrivent par leur lutte à faire bouger les choses. Comme quoi on peut être sérieux quand on a dix-sept ans. Le gouvernement est pris, dans une certaine mesure, à son propre jeu. Jospin se vante d'être un réaliste, la

jeunesse lui en redemande. Le fric ce n'est pas si neutre que ça et c'est bien de politique qu'il s'agit. Même si l'idéologie n'est pas mise en avant, c'est tout un malaise social qui refait surface. Dans cette logique marchande de consommation à outrance qui nous est proposée comme bonheur terrestre, le fumeux discours ministériel sur le « qualitatif » a bien du mal à passer. Cependant, spontanéité ne rime pas toujours avec pleine conscience. Allègre, fin renard politicien, le sait. N'oublions pas qu'en octobre 90, avec son ami Jospin, il ferrait déjà contre les lycéens en grève. Pour l'instant, il se débrouille bien. Loin de se mettre en porte-à-faux, surfant sur le magma revendicatif, il se la joue copain-copain avec les lycéens en colère. Toutes ses embras-

sades ont un but bien précis : étouffer. Il a déjà trois beaux coups à son actif sur le dos de cette révolte. D'abord, il a passé en force sa réforme sur les nominations de profs (la déconcentration) via un décret. Ensuite, il continue plus que jamais à préciser le service public d'éducation. Des emplois-jeunes géreront désormais les foyers dans les lycées, quant aux classes surchargées, elles seront dédoublées et assurées par des contractuels corvéables à merci puisqu'ayant un statut de droit privé. Tristes acquis pour les lycéens qui plus tard feront eux-mêmes ce genre de boulots merdiques. Cette carte de confiance envers les lycéens, cette volonté de bien les cloisonner, permettent à Allègre d'éviter la globalisation des problèmes de l'école à l'ensemble de ses compo-

santes (A.T.O.S., profs, parents, élèves). Alors, aux jeunes qui craignent la récupération par les politiques, qu'ils regardent bien qui veut vraiment les manipuler.

## Des réseaux pluriels fort utiles

De surcroît, Jospin et Allègre ont de vrais pompiers, déguisés en faux pyromanes pour éteindre l'incendie. Côté lycéens, la F.I.D.L., l'U.N.L. (deux organisations très proches du P.S.), quoique peu représentatives tentent cependant de prendre la tête du mouvement, avouant clairement « vouloir aider le ministre dans sa réforme ». On comprend mieux pourquoi elles sont ses interlocuteurs privilégiés. Côté politique, le P.C.F. surtout et les Verts continuent

leur ignoble double jeu (comme pour les 35 heures, l'immigration, le PACS). Un gros pied dedans, un petit pied dehors, ils cherchent à canaliser et à verrouiller toute velléité de véritable émancipation sociale. Ils appuient la manif du 20 octobre devant l'Assemblée alors qu'ils ont déjà accepté depuis longtemps de voter le budget que leur avait présenté Jospin. Où sont donc les véritables casseurs ? Anarchistes, prônant l'auto-organisation des lycéens, nous apporterons, à notre niveau, toutes nos forces pour déjouer la récupération de la jeunesse par l'État et ses zélés serviteurs. Les lycéens, n'ont ni à être aimés ni à être compris, ils ont à prendre eux-mêmes ce qu'ils réclament.

Jaime

Groupe Kronstadt - Lyon

## BORDEAUX

### Auto-organisons la lutte !

BORDEAUX EST LA VILLE DE France où la mobilisation lycéenne a été la plus importante. Jeudi 15 octobre on était plus de 20 000 (selon les flics) à manifester. Vendredi 16 au lycée Victor-Louis, à Talence, une « boîte à revendications » permettait aux élèves de s'exprimer : plus de profs, moins d'élèves par classe et plus de moyens sont les demandes qui revenaient le plus souvent. Le lycée Victor-Louis accueille des handicapés, eux demandaient des ascenseurs qui ne tombent pas en panne régulièrement. Le vendredi 16 octobre le proviseur nous a annoncé : un poste de prof d'anglais, un poste de documentaliste titulaire ou un emploi-jeune, la construction d'une rampe d'accès pour les handicapés. Le recteur quant à lui a annoncé : 150 dédoublements de classes dès le lundi 19 octobre et de nouveaux emplois du temps après la Toussaint. Ils ont fait vite à l'annoncer !

Les lycéens sont en colère et ils le gueulent ; beaucoup ont le signe anarchiste sur la joue, quelques banderoles et des slogans appellent à la révolution. Malheureusement, pour une bonne partie d'entre eux, cette révolte c'est du vent et quand un des « chefs » parle au micro pour dire « on ne veut pas être récupérés » et « on ne fait pas de politique » et qu'il ordonne « déchirez les

tracts qu'on vous donne ! » une bonne partie des lycéens écoutent le « chef ». Mais comment chanter des slogans « apolitiques » en manif ? Certains chantent les slogans des supporters girondins, d'autres la Marseillaise... Affligeant. Certains tentent d'établir une hiérarchie, une microsociété avec le schéma traditionnel : chefs, flics, troupeau... comment ne pas vomir quand j'entends à la télé un parfait inconnu, se présenter comme le « président du mouvement des lycéens bordelais élu par des représentants de chaque lycée », représentants qui se sont élus eux-mêmes. Quand le journaliste interroge « le président » sur le service d'ordre instauré pendant les manifs (400 costauds à la dernière), il répond qu'il préfère parler de « service d'encadrement ». À voir les gueules d'abrutis du service d'encadrement je préfère parler de « sales flics ». Leur rôle c'est de ramener par la force s'il le faut (si ! si !) les brebis qui s'éloignent du troupeau parce qu'elles sont sur le trottoir pour voir passer la manif ou pour aller en queue ou en tête du cortège.

J'ai quand même vu un peu de soleil derrière tous ces nuages et quelques slogans bien révoltés me rassurent pour la suite. Nos revendications sont légitimes et peu importe qui les porte. Le proviseur du lycée a écrit à nos parents pour

leur dire qu'« une absence prolongée est susceptible d'avoir des effets négatifs le cas échéant sur l'orientation de votre enfant »... et 40 élèves par classe, des emplois du temps surchargés et des locaux pourris... ça nuit pas au bac ? Si ! Et ça les lycéens l'ont bien compris, c'est pour ça qu'ils ont décidé la reconduction de la grève et c'est pour ça qu'ils vont aux manifs plutôt que de rentrer chez eux, puisque la plupart des cours sont annulés par manque d'élèves.

Quand je vois des lycéens si heureux d'être en manif et si heureux de manquer les cours, je me rends compte davantage encore que le lycée est une prison où on s'emmerde à crever avant... le chômage. Ils nous préparent un avenir laid, on se donne un beau présent !

Pierre Ramine (Terminale L  
Lycée Victor Louis - Talence)

## RECTIFICATIF

En page 3 du *Monde libertaire* de la semaine passée (n° 1136), dans l'article intitulé « Le 17 octobre » provie « attaque... Le 17 octobre » prochoix « résiste ! », Joe Scheidler que nous qualifions de meurtrier d'homosexuels a comparu en Justice, mais n'a pas été condamné à ce jour.

Patrick. - groupe Paris 11°



## Faits d'hiver L'exception et la règle

Début octobre le parquet de Bogota (Colombie) a adressé aux automobilistes (via de grands placards dans les journaux) une mise en garde d'un genre un peu particulier :

« Conducteurs, si votre voiture ne fume pas, si votre vignette est à jour, si un policier, seul, vous fait signe d'arrêter, accélérerez. Il veut peut-être vous voler votre voiture. »

Est-il besoin de le préciser, pour M. et Mme tout le monde, des gendarmes qui jouent aux voleurs et des flics qui piquent les bagnoles des braves gens... c'est quelque chose de complètement exceptionnel au royaume du capitalisme et de la démocratie bourgeoise !

Le rapport annuel du Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues nous apprend qu'en Afghanistan, au paradis de la rigueur « morale » Talibane, la production d'opium a augmenté de 16 % par rapport à l'an passé.

Est-il besoin de le préciser, pour M. et Mme tout le monde, des curetons qui font dans le trafic de dope, le noyage de scouts, l'engrassage de bonnes, l'enculage d'enfants de cœur... c'est quelque chose de complètement exceptionnel au royaume du capitalisme, de la démocratie bourgeoise et du concordat entre l'Église et l'État.

Samedi dernier, à la poste de Clapiers (Hérault), le receveur (sûrement au troisième échelon de la troisième classe de la quatrième catégorie, mais avec l'espérance de passer dans cinq ans au quatrième échelon si, bien sûr, sa note d'inspection est supérieure à la moyenne de la classe...), menacé par un braqueur a refusé de lui remettre l'argent de la caisse. Mieux, le braqueur ayant réitéré sa demande, mais cette fois en mettant son arme sur la tempe d'un client, notre vaillant receveur a de nouveau opposé une réponse négative au malfait qui, de guerre lasse, a pris la porte.

Est-il besoin de le préciser, des pauvres bougres de M. et Mme tout le monde qui sont prêts à risquer leur peau et celle des autres pour défendre le pognon de leurs patrons, c'est quelque chose de complètement et de désespérément banal au royaume du capitalisme, de la démocratie bourgeoise, du concordat entre l'Église et l'État et d'une aliénation qui amène les moutons à encenser les loups et à les défendre.

Ah, bordel de nom de dieu de chierie de merde, comme il est des règles dont on espère que la révolution sociale les ramènera au rang de simples exceptions et comme il est de prétendues exceptions dont on voudrait croire que cette même révolution ne leur permettra de n'être ni des règles ni des exceptions !

Jean-Marc Raynaud

## Mobilisation lycéenne à Lyon

D'ABORD PARTI DE Rillieux et de Givors, deux communes de l'Est lyonnais, le mouvement lycéen s'est étendu en quelques jours à l'ensemble de l'agglomération. Un millier de manifestants à Lyon lundi 12, plus de 10 000 le lendemain pour exiger comme partout ailleurs plus de moyens, plus de profs (non précaires), une amélioration de la vie lycéenne... Lors de la journée nationale d'action du jeudi 15 c'est au cri de « Lycéens en colère, y en a marre de la galère ! » qu'entre 15 000 et 20 000 lycéens ont manifesté dès 10 heures du matin de la place Bellecour à la place Jean Macé. Dans les cortèges, on trouvait aussi bien des lycées de banlieue (Vénissieux, Rillieux, Décimes...) que des établissements des quartiers bourgeois de Lyon (Herriot, Le Parc...) ou de villes de l'Ain. En même temps, de grosses manifestations avaient lieu dans la région (15 000 personnes à Grenoble, 5 000 à Saint-Etienne...).

Dans l'après-midi, une délégation a rencontré le recteur qui jusqu'alors avait refusé de les recevoir en personne.

Les lycéens n'ont pas été dupes des vagues promesses qu'il leur a données et se sont engagés à continuer jusqu'à l'obtention totale de leurs revendications. Cependant la poursuite du mouvement nécessite sans doute une meilleure transparence dans l'organisation. En effet si quelques lycées dont Albert-Camus à Rillieux ont adopté le principe d'assemblée générale souveraine avec mandatement de délégués pour participer aux assemblées inter-lycées, d'autres ont un fonctionnement plus aléatoire avec des délégués autoproclamés. Déjà, des « bureaucrates syndicaux ou politiques en herbe » monopolisent la parole, paradedent en tête de cortège lors des manifestations et insistent sur le « caractère apolitique et a-syndical » de « leur » mouvement. Néanmoins, les lycéens les mieux organisés s'insurgent contre ces « leaders » sans la moindre légitimité et entendent bien continuer sur des bases beaucoup plus saines, loin aussi de toute coordination nationale dirigée par les futurs cadres du parti socialiste que sont les dirigeants de la F.I.D.L. et de l'U.N.L.

Romain et Stéphanie. - groupe Durruti (Lyon)



BORDEAUX

# Plus de 40 jours de grève de la faim pour 20 sans-papiers !

**D**ÉPUIS LE 10 SEPTEMBRE, 20 sans-papiers se sont lancés dans une grève de la faim pour obtenir leur régularisation et celle de tous les sans papiers. Ils ont des nationalités turques, bulgares ou chiliennes. Ils ont des durées séjours en France diverses.

Un comité de soutien aux sans-papiers existait et revendiquait la régularisation de tous les sans-papiers et l'abrogation des lois Pasqua, Debré et Chevènement. Cependant l'absence de mobilisation des sans-papiers sur Bordeaux limitait son action. C'est au moment où certains avaient orienté le comité de soutien vers l'organisation de parrainages et que d'autres envisageaient d'abandonner un comité de soutien sans liens avec les personnes qu'il souhaitait défendre, qu'un groupe d'une vingtaine de sans-papiers pour la plupart turcs est venu demander l'aide du comité de soutien pour l'action qu'ils avaient décidé de mener afin d'obtenir leur régularisa-

tion, soit une grève de la faim. Ils commencèrent le 10 septembre dans une arrière-salle d'une petite église du centre-ville, l'église Saint-Paul. Le soutien fut difficile à mobiliser, les quelques médecins qui ont commencé le suivi l'ont rapidement abandonné.

Seule une équipe d'infirmiers a continué le suivi médical des 20 grévistes de la faim.

Assez vite ont été organisés des rassemblements le jeudi. Au départ devant l'église Saint-Paul, ils sont aujourd'hui tous les jeudi devant la préfecture à 18 heures, pour faire pression sur cette instance et obtenir la régularisation des 20 grévistes. Le comité de soutien aux sans-papiers se compose de : A.S.T.I., Collectif Égalité des droits Rive droite, Pakao Kafoo, AC! gironde, A.P.E.I.S., M.N.C.P., Syndicats S.U.D., U.D.-C.G.T., F.S.U., U.N.E.F., O.C.L., F.A., P.C.F., Voix des Travailleurs, L.C.R., J.C.R., Les Verts, Ras l'front, Comité Palestine 33, M.D.B.H.P., C.S.C.V. (commission migrants), Im-

migrés-Citoyens, A.M.G.T. et d'individus. De plus pour les dernières manifestations, l'U.D.-C.F.D.T. a aussi appelé par voie de presse.

## Des régularisations au compte-gouttes

Ce n'est qu'à partir du 29<sup>e</sup> jour que la préfecture a reçu une délégation du comité de soutien, et lui a dit que les quatre sans-papiers qui avaient plus de dix ans de séjour continue en France serait régularisés. C'est le texte de la loi Chevènement et les quatre sans-papiers n'auraient pas du avoir à faire de grève de la faim pour obtenir cette régularisation. Pour six autres sans-papiers qui ont bientôt 10 ans de séjour, ils pourront être régularisés début 1999. Les autres ne sont pas régularisables. Il n'y a donc aucun assouplissement des rigueurs de la loi Chevènement.

Pour ceux qui ont voulu croire que la multiplication des textes juridiques (circulaire de régularisation de juin 1997, loi Chevènement du 11 mai 1997, circulaire d'août 1998) a permis de régler la situation des étrangers sans-papiers, plusieurs grèves de la faim témoignent qu'il n'en est rien. Il faut signaler que le samedi 3 octobre la manifestation de soutien aux sans papiers a croisé les manifestants anti-PACS devant la mairie de Bordeaux, ceux-ci étaient menés par des responsables locaux du Front national ainsi que l'avocat de l'abbé intégriste Laguerie qui fait interdire la vue par le public de certaines librairies de Bordeaux d'un livre (INRI).

Un cordon de police a cantonné les manifestants anti-PACS pendant

notre passage, mais il est peu de dire que nos slogans ne se sont pas rejoints, en effet aux « Première, deuxième, troisième génération, nous sommes tous des enfants d'immigrés » répondaient les « nous sommes tous les enfants de Mergret » ! Depuis — est-ce un hasard ? — des banderoles ont été arrachées autour de l'église.

## Une presse hostile

Nous ne vous étonnerons pas en disant que le soutien de la presse fut long à venir et éphémère. Absence d'articles pendant les 15 premiers jours, il a même fallu aller manifester sous les fenêtres du journal local, *Sud-Ouest*, pour susciter un article les jours suivants. Cependant le 12 octobre, le Front national bénéficiait d'un article où ses propos étaient largement repris demandant l'expulsion des sans-papiers, indiquant qu'il lançait une contre-pétition et allait organiser une manifestation de rue. Nous apprenions qu'un article de la même teneur a été publié le samedi 10 octobre dans *La République du Centre* à propos de l'occupation des sans-papiers d'Orléans.

Les 9, 10 et 11 octobre se tenait le Salon du Livre à Bordeaux. Le comité de soutien décida d'y distribuer des tracts et de faire signer des pétitions.

Si nous ne fûmes pas étonnés d'entendre Régis Debray refuser de signer la pétition au nom de la nécessité du respect de critère de régularisation, nous fûmes étonnés d'entendre Jean-Claude Guillebeau (Journalistes sans frontières, entre autres) défendre le refus de la régularisation de tous les sans-papiers au nom du refus de la libre circulation et au nom de l'anti-libéralisme !

Notre groupe participe sur Bordeaux, à sa mesure, mais depuis le début à la lutte pour la régularisation des sans-papiers, nous avons fréquemment manifester avec notre banderole commune OCL-FA « Pour un monde sans frontière ».

La grève de la faim entamée à Saint Paul montre la détermination des sans-papiers. Il nous appartient de mettre en œuvre autant de détermination pour les soutenir et obtenir la régularisation de tous les sans-papiers. Nous appelons à participer aux rassemblements devant la préfecture le jeudi à 18 heures. Nous vous invitons au meeting qui aura lieu le vendredi 23 octobre à l'Athénée Municipal à 20 heures avec plusieurs sans-papiers dont Madjiguène Cissé. Il est aussi possible de les soutenir en demandant leur régularisation auprès de la préfecture par fax au 05 56 90 64 76.

Philippe Arnaud. — groupe Emma Goldman (Bordeaux)



# L'idéal c'est Lidl !

**L**A PUBLICITÉ LE DIT : « L'IDÉAL c'est Lidl ». Le slogan est ringard, et il n'est pas sûr qu'il ait un jour correspondu à une réalité. Lidl, ce n'est en tous cas pas l'idéal pour les conditions de travail, et pas davantage pour les conditions de licenciement...

À Rosny-sous-bois (Seine-Saint-Denis), quatre salariés ont été licenciés pour faute lourde. En l'occurrence : « marchandises passées en caisse mais non enregistrées » ainsi que « marchandises sorties par la réserve du magasin sans avoir été passées en caisse ». Les salariés virés ont tous reçu exactement la même lettre de licenciement, les accusant de vol. Il avait été pourtant dit à une caissière lors de l'entretien préalable qu'elle n'était pas concernée par les problèmes de vol. Elle a pourtant reçu la même lettre. Il semble donc que le plus important pour la direction soit de licencier, et peu lui importe le motif. En effet, les quatre salariés ont été perquisitionnés en vain (la police a cessé les poursuites). À la suite de cela la direction les a mis à pied, puis licenciés : « Votre contrat de travail prendra fin à réception de la présente sans indemnité ni préavis »...

Ce que les salariés ont pu savoir, c'est qu'il y a eu un écart d'inventaire de 350 000 F sur huit mois. L'unique explication imaginée par la direction est donc le vol effectué par quatre personnes. S'agissant en l'occurrence de produits non alimentaires, cela signifierait qu'ils auraient sorti chacun régulièrement tous les jours aux alentours de 500 F de T-shirt ou de chaussures, et ce durant huit mois, sans que le vigile ne s'en rende compte ni ne soit complice...

Il est évident aux yeux de tous qu'il y a eu une dénonciation. « Même un client a été perquisitionné parce

qu'il avait été vu un jour regardant dans une poubelle » indique une des employées. On voit l'ambiance.

Mais ce que savent bien aussi les employés, c'est que durant cette période de huit mois, ils ont vu se succéder cinq responsables de réseau et deux chefs de magasins. Il y a vraiment une ambiance chez Lidl. Pas l'ambiance idéale.

## Grève et solidarité

Il est assez rare de voir un piquet de grève devant un supermarché. Que celui-ci affiche fièrement « 28<sup>e</sup> jour de grève » est carrément rarissime, qui plus est dans le froid et la pluie. C'était le cas ce vendredi. Depuis 28 jours les clients ne viennent que pour voir si le magasin est ouvert et repartent après avoir laissé quelques pièces, en solidarité. À Romainville où se trouve un autre magasin Lidl, les employés sont en grève pour obtenir une augmentation. Ils réclament aussi la réintégration des licenciés de Rosny.

À Aix-en-Provence, où se trouve un entrepôt régional, les salariés sont en grève et réclament 1000 F d'augmentation; ils demandent aussi la réintégration des quatre de Rosny.

Lidl a porté plainte afin que le piquet de grève de Rosny soit levé : débouté. À Aix, les 53 grévistes ont été mis à pied. Là aussi, la Justice a débouté Lidl, et les sanctions ont du être levées. Tout cela fait un peu désordre...

La direction nationale de Lidl se trouve à Strasbourg... Des départs en autocars ont été organisés pour manifester devant le siège de la firme avec la C.G.T., C.F.T.C., C.G.C., F.O. et S.U.D. le mercredi 21 octobre.

G.L.



L'anarchisme aujourd'hui, un projet pour la révolution sociale », brochure réalisée par l'Union régionale Rhône de la Fédération anarchiste au printemps 1996 vient d'être rééditée pour une troisième fois aux éditions du *Monde libertaire*.

Le but de cette brochure n'est pas de livrer un programme et une quelconque « ligne » révolutionnaire mais de servir d'outil militant, en permettant à ceux et celles qui ne connaissent pas, ou mal, l'anarchisme de le découvrir ou de mieux l'appréhender.

L'enjeu, pour nous anarchistes, est de faire en sorte que le mouvement social qui émerge se développe sur des bases anticapitalistes et libertaires. À nous d'avancer notre projet de société mais aussi nos pratiques dans les luttes sociales afin de refaire de notre mouvement une force politique et sociale conséquente, capable d'influer sur le cours des événements. Prix 20 F (+ 10% de port), à commander à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



# Le capitalisme a besoin de la crise, nous n'avons besoin ni de l'un ni de l'autre!

**C**ETTE CRISE INTERVIENT APRES UN CHANGEMENT des politiques économiques et des stratégies capitalistes au début de la décennie 80. Devant une baisse de la rentabilité des entreprises commencée dans les années 70, les entreprises et les gouvernements ont décidé de procéder à la libéralisation des marchés financiers. Cela consistait à favoriser l'épargne, le mélangeur sur des marchés ou elle pouvait circuler, à privatiser les entreprises pour donner un coup de pouce aux bourses (le marché financier essentiel). Le but est de protéger le capital en lui donnant le maximum de liberté afin d'assurer sa sécurité. Exemple : si les profits baissent en Asie, les capitalistes rapatrient leurs investissements en Amérique du Sud; ou encore si un État ne paie plus ses dettes, ils vendent leurs obligations pour aller sur un autre marché plus lucratif. Les capitalistes sont obsédés par la rentabilité et la sécurité du gain, pour cela il leur faut une liberté pour élaborer des stratégies. Du coup, les bourses mondiales ont flambé pendant 15 ans. La Bourse de Paris a connu une explosion de ses capitalisations. Les gains ont été croissants : jusqu'à 60% d'augmentation à la revente d'actions (donc de plus-value financière) rien qu'entre 1996 et 1997. De même, il s'échange aujourd'hui 15 000 milliards de dollars par jour contre 2 000 milliards en 1980. Pour donner une idée, les échanges de biens ne dépassent pas 2 000 milliards de dollars par jour aujourd'hui.

## Un système spéculatif

Elle montre, à ceux qui en ont encore besoin, que le marché, le libéralisme et le profit ne peuvent assurer un équilibre et une distribution rationnelle des ressources. Il n'est pas rationnel de laisser quelques centaines de capitalistes décider de la survie des populations. Ils s'approprient l'épargne de populations complaisantes dans le cadre d'un capitalisme diffus comme les fonds de pension américains. Ils jouent avec pour assurer une rentabilité sur le futur pour les cotisants tout en devant dégager un profit présent pour eux. C'est ainsi que le

motif de spéculation est essentiel aujourd'hui. Ce qu'on appelle la bulle spéculative est ce phénomène où la valeur boursière d'une entreprise n'a plus rien à voir avec la valeur réelle de ses profits. L'argent se gagne alors en perpétuant l'illusion par des informations et des rumeurs. Il s'agit de faire des plus-values financières. Mais si cela tourne mal et que l'entreprise perd un certain nombre d'actionnaires, et donc de capital, c'est bien les salariés, en perdant leur emploi, et la société collectivement, en se passant du bien ou service produit qui en subissent les conséquences. L'extension internationale des crises se fait toujours par ce mécanisme de protection que les capitalistes mettent en place. Si je perds de l'argent en Indonésie, il faut vendre au Brésil pour me renflouer et le Brésil tombe à son tour. Mais nous n'avons pas affaire à des profits qui se font sur rien comme souvent des journalistes ou des politiciens vertueux et complaisants voudraient nous le faire croire mais à des profits qui se réalisent in fine directement sur le dos des populations.

## Sortir de la « crise », ou de capitalisme?

Comme dans toute crise, ce sont les populations qui trinquent. Cela se voit en Russie, en Corée, en Malaisie, en Indonésie, au Brésil... Le chômage et la baisse des salaires, voire leur suppression, sont la solution trouvée pour permettre de rentabiliser l'appareil productif. En fait, les pertes des capitalistes sur les marchés financiers sont reportées sur les travailleurs. C'est toujours le bon principe selon lequel les profits vont aux capitalistes mais les pertes vont aux travailleurs. Plus les investisseurs sont perdants dans leurs plus-values financières, plus ils compensent en augmentant les plus-values réelles, en rognant encore plus sur les salaires et l'emploi. C'est en ce sens qu'il n'y a pas l'horrible économie financière d'un côté et de bons patrons acculés à la faillite de l'autre. Ce sont les mêmes processus qui jouent. Si ce ne sont pas toujours les mêmes capitalistes qui gagnent, ce sont en tous cas toujours des capitalistes. C'est pour cela que les petits commerçants viennent rejoindre le cortège de ceux qui

subissent la crise. La crise est bien ce moment où sont redistribués les droits sur la richesse. Le modèle asiatique est en train de tomber parce qu'il se comporte comme le modèle occidental quand il est confronté à une perte de profits. Alors qu'il était basé sur une cohésion sociale forte tant qu'il y avait une croissance forte, il n'hésite pas à licencier en masse, à réduire fortement les salaires quand il voit ses profits baisser. Ce sont les mêmes capitalistes qui sont au pouvoir avec le même mépris des travailleurs et des populations.

Pour les capitalistes, ce n'est qu'une soupe à la grimace. Les pertes dans un pays aujourd'hui sont compensées par des gains dans un autre pays, aujourd'hui ou demain. Les médias tentent de nous faire partager la peine des capitalistes qui ont tout perdu. Pardonnez-nous de nous gausser de ces apprentis sorciers de la finance et espérons même qu'ils tomberont tous un jour sous les assauts de leur propre connerie. En attendant, la globalisation et la mondialisation représentent pour eux une assurance de ne jamais perdre beaucoup d'argent. Si vous perdez sur le marché des actions, vous vendez (au risque de précipitez les choses) et vous achetez des obligations d'État, moins rentables mais plus sûres : ça, c'est la globalisation des marchés. On comprend pourquoi les obligations allemandes sont prises d'assaut depuis le début de la crise russe. En fait de crise, il n'y en a que pour ceux qui vont devoir se sacrifier pour ces stratégies financières minables.

La crise sert à produire une peur chez ceux qui pourraient la subir. Non seulement elle redistribue les cartes mais elle a l'avantage de présenter la situation comme étant fatale et touchant tout le monde. Bon moyen pour les investisseurs capitalistes pour ne pas être le point de mire des populations! Alors disons toujours bien fort que ce n'est pas notre crise mais leur crise et que nous supportons plus les effets de leur crise qu'eux-mêmes. C'est cela qu'il faut changer! Il ne s'agit pas de sortir de cette crise mais de sortir de l'impuissance du capitalisme à procurer des vies et des statuts dignes aux populations, en fait, sortir du capitalisme.

Most

## ALLEMAGNE

# L'écologisme, de la protestation à l'establishment politique

**L**ES ÉLECTIONS GÉNÉRALES allemandes du 27 septembre ont mis fin à la longue période Kohl et entérine une coalition S.P.D. (social démocrate) et *Grünen* (les Verts). Dès son élection, et avant son investiture officielle, Gerhard Schröder a déjà investi son rôle de chancelier, en prenant ses marques sur le plan international - rencontre à Paris de Chirac et Jospin, à Washington avec Clinton - et avec ses futurs alliés au gouvernement.

À commencer par le chef de file des *Grünen* le charismatique, Joseph « Joschka » Fischer, 50 ans qui sera certainement le nouveau responsable des affaires étrangères allemandes. Au grand regret d'une partie du corps diplomatique et des conservateurs qui jouent le jeu de l'épouvante à la perspective de voir un ancien soixante-huitard à ce poste « hautement stratégique ». Cependant il est coutume outre Rhin de confier ce portefeuille à un membre du parti minoritaire de la coalition dominante au *Bundestag*.

Si cette participation au gouvernement constitue une véritable consécration pour une partie des écologistes « réalistes », il reste quelques semaines à un parti issu de la mouvance protestataire des années soixante pour renier ses potentialités révolutionnaires et devenir une écolo-démocratie parlementaire et étatique.

Divisé en deux courants, les « Réalos » (réalistes) de Joschka Fischer prêts à servir l'état et les « Fondis » (fondamentalistes) de Jürgen Trittin - lui-même, par tactique politicienne, pres-

enti pour le poste de ministre de l'environnement -, les *Grünen* devront s'efforcer de parler d'une seule voix (la voix du maître) qui ne laisse planer aucun doute sur leur « loyauté » ou plutôt leur soumission au S.P.D.

Une majorité de militants fidèles à leurs opinions ont toujours éprouvé une méfiance instinctive vis-à-vis de la centralisation du pouvoir et de la hiérarchisation des responsabilités. La discussion promet d'être dure car importante pour l'avenir du parti écologiste. Si les deux courants s'accordent sur la nécessité de sortir du nucléaire, sur une réforme fiscale « écologique » et sur la politique énergétique, Réalos et Fondis divergent sur la politique de défense et les relations étrangères.

## Fondis et Realos sont dans un bateau

Les *Fondis*, fidèles à leur pacifisme fondateur des années 70, avaient fait inclure dans le programme initial de la campagne, des propositions importantes et novatrices pour l'Allemagne, comme la réduction de la moitié des effectifs de l'armée (la *Bundeswehr*) ou la séparation à terme de l'O.T.A.N.

Les *Realos* ont pris l'ensemble des militants écologistes à rebrousse-poil en se déclarant dès 1995, partisans d'une intervention occidentale en ex-yougoslavie (Bosnie), avec l'appui de Gerhard Schröder qui garantissait la continuité diplomatique de l'Allemagne.

Joschka Fischer et son représentant en France Daniel Cohn-Bendit ne

disent rien d'autre quand ils font de l'intégration européenne l'intérêt central de la politique extérieure de l'Allemagne. Une politique dont les fondements doivent être « définis indépendamment de celle des partis et de la coalition ». Une Europe qui comme le définit Daniel Cohn-Bendit, est « comme une union qui n'est ni une Europe des nations, ni une Europe fédérale mais une nouvelle entité politique qui doit définir son degré de souveraineté par un embryon de constitution ».

Ce qui sous-entend une étape vers la création d'un État européen. Joschka Fischer renchérit en prônant l'union, cette seule possibilité d'obtenir « dans des conditions dues à la mondialisation la dimension politique qui permettra d'imposer à l'avenir notre tradition spécifiquement européenne ». Voilà nos écologistes qui de part et d'autre du Rhin tombent dans le piège d'un Pan-européennisme au service de la logique de guerre économique que se livrent les multinationales de la triade, États-Unis, Japon, Europe dans le cadre de la globalisation.

L'autre question à laquelle Joschka Fischer accorde une « importance capitale », celle de la structuration sociale de l'Europe : « nous avons d'un côté un projet essentiellement monétaire (l'UEM) et de l'autre 18 millions de chômeurs. Je souhaiterais quant à moi que les gouvernements européens se fixent comme objectif commun la diminution du nombre des chômeurs, de sorte que les politiques nationales soient obligées de mettre en œuvre cette politique com-

mune ». Ce que propose Fischer, c'est une nouvelle hiérarchie des valeurs. Il conclut, « nous devons concevoir une politique intérieure mondiale en tant qu'euro-péens, en prenant pour guides les droits de l'homme, la justice sociale et une politique mondiale durable du développement ». En fait l'extension des idées de l'*Aufklärung* (les Lumières allemandes) et de la Révolution française de 1789 à l'ensemble de la Terre, ce qui cache une contre-révolution de la petite bourgeoisie occidentale contre l'hyperbourgeoisie internationale qui règne sur le marché. Rien de nouveau sous le soleil, pour les travailleurs et exclus, prolétaires

de l'ensemble des nations : L'égalité économique connais pas!

C'est dans une Europe socio-libérale, trop « social-démocrate » pour être unie, que les *Grünen* dans le cadre du futur gouvernement allemand pourront défendre une vision qui ne bouleversera ni l'Europe ni le monde.

Dans cette nouvelle écologie « réaliste », les tendances pures et dures, les baba-cools et les libertaires de l'écologie sociale, - sauf s'ils sont en fait des anarcho-ploutocrates ou libertariens - n'ont plus rien à faire.

Sahuc Michel - groupe la sociale (Montpellier)

## Solidarité avec les anarchistes italiens emprisonnés

C'est en solidarité avec les milieux anarchistes, les centres sociaux italiens devant faire face à la répression étatique (voir *Monde libertaire* n° 1132) qu'une quarantaine de personnes se sont mobilisées le vendredi 9 octobre à Dijon à l'appel de Maloka, de la C.N.T. et du groupe libertaire dijonnais.

La cible de cette mobilisation fut en toute logique le consulat d'Italie. Au programme, occupation des lieux où le personnel s'engage à transmettre nos revendications (libérations des militants emprisonnés, arrêt de la criminalisation et de la répression) à l'ambassade d'Italie, distribution de tracts, déploiement d'une banderole.

Quelques heures plus tard, nous occupions la rue du consulat pour y filtrer la circulation et y distribuer nos tracts aux passants et aux automobilistes, tout cela sous les yeux des forces de l'ordre et autres RG. Quant au journal local, il relate ces actions le lendemain. C'est ce que nous voulions afin d'alerter la population sur le sort de nos camarades italiens.

Vive la solidarité internationale.

groupe La Mistoufle



# Sébastien Doubinsky, anarchiste et écrivain

Surtout ne pas oublier l'éclat de ton rire joyeux comme un coup de revolver dans une église...

**L**ES HOMMES ET LES FEMMES qui traversent les livres de Sébastien Doubinsky ont un point commun : ils ont les yeux grands ouverts sur le monde et la vie. Ils ont traversé des révolutions et pris des coups, mais restent toujours debout, même dans les pires tempêtes, même lorsque l'Histoire les contraint à l'exil...

Les écrivains qui se revendiquent ouvertement anarchiste sont rares, et rares sont ceux qui offrent des romans à l'écriture si belle ! Mais n'oublions pas que Sébastien Doubinsky (petit-fils de militant anarchiste russe) est aussi poète : ses livres sont autant de respirations lumineuses, où amour, désir et mort tissent des toiles aux multiples couleurs, à la générosité et à l'énergie communicatives. *Les vies parallèles de Nicolai Bakhtalov*, *La naissance de la télévision selon le Bouddha*, *Fragments d'une révolution*, (tous sortis chez Actes Sud), sont autant de cadeaux à lire, à relire, à offrir et à s'offrir. Lors d'un récent passage à Paris, Sébastien a accepté de répondre à nos questions.

**M.L. : Sébastien, tu es né à Paris en 1963, tu as passé une partie de ton enfance aux États-Unis, maintenant tu vis au Danemark ; est-ce que de passer ainsi d'un pays à un autre donne une vision différente de la vie ?**

**S.B. :** Tu t'aperçois très vite que le paradis et le pays idéal n'existent pas et, surtout, que la connerie humaine est la chose la plus partagée au monde ! Mais je suis un bâtard russo-bérichon-corse par ma naissance et les voyages n'ont fait

qu'entériner ma passion de l'universalisme !

**M.L. : De quelle culture, finalement, te revendiquerais-tu ?**

**S.B. :** Je suis parfaitement bilingue anglais-français. Ces deux langues me permettent d'avoir une vision constamment en mouvement. Si j'écris en français, je pense très souvent en anglais, et vice versa. Mais la culture à laquelle je me revendique, c'est la littérature ; parce que, de ce côté-là, elle n'a pas de frontière.

**M.L. : Tu es aussi le petit fils du militant anarchiste Jacques Doubinsky. Peux-tu nous parler de ton grand-père ?**

**S.B. :** Mon grand-père faisait partie des milieux anarchistes juifs d'Odesa. Il avait 17 ans en 1917. Il a fait la révolution russe jusqu'au moment où l'armée rouge a commencé à tirer dans le tas, et là, il s'est dit qu'il valait mieux partir (rire).

Il est mort avant ma naissance ; je ne peux pas vraiment parler de lui, mais je peux parler de son héritage que je revendique pleinement. Avoir un anarchiste comme lui dans la famille, qui a tant fait pour la Bulgarie, pour la révolution espagnole, etc., c'est pour moi l'image de l'insoumission, l'image de la liberté, et l'image d'un combat généreux. C'est un héritage de liberté, de courage aussi, parce que mon grand-père a souffert dans sa chair, surtout en Bulgarie, et en Russie, où il a été torturé plusieurs fois.

**M.L. : Est-ce que ces idées anarchistes t'ont été transmises par tes parents ?**

**S.B. :** Paradoxalement, je n'ai pas eu une éducation libertaire, mais j'ai eu une éducation libre. Ce qui, à mon avis, est encore mieux ! J'ai été élevé dans le respect absolu de la liberté de penser, de foi, etc. Cela m'a per-

mis de choisir et de prendre position très vite. Mes parents sont ou étaient socialistes. Universitaires tous les deux, ils critiquaient beaucoup la sélection, des notes, etc. Donc, très tôt, je me suis aperçu qu'on nous mentait (rire) ! Que l'éducation était absolument nécessaire, mais que la mise en place du système éducatif, parfaitement hypocrite, ne servait qu'aux intérêts de la société, et ce dans le mauvais sens ! À 18 ans, je suis devenu anarchiste, et revendiqué comme tel.

**M.L. : Ce n'est pas un peu paradoxal, pour toi, de travailler maintenant dans l'enseignement ?**

**S.B. :** C'est un paradoxe ! Mais je travaille au Danemark et ce pays, au point de vue de l'éducation, est assez avancé. À travers la littérature, que j'enseigne, je tente de montrer à mes étudiants la liberté qu'offre un texte ; la liberté de choix, de perception, de passion aussi, et que le « cadavre » qu'on leur offre à disséquer sur une table de théorie est en fait vivant et restera toujours vivant, et que là est sa beauté. Et c'est une forme d'anarchie lorsque je dis que, à travers l'amour qu'on a pour un texte, on peut atteindre une liberté, une liberté absolument individuelle mais qui est partageable par tous.

**M.L. : Dans tes livres tu mets en scène régulièrement des anarchistes.**

**S.B. :** Oui, c'est un choix délibéré ; je cherche toujours à travailler avec des « héros », décalés et pas trop cons. Mes romans prennent également position contre la graisse froide de la littérature bourgeoise qui me ressort par les oreilles ! Je suis anarchiste et écrivain, ou écrivain et anarchiste, et c'est un mouvement continu. Le message que j'essaie de faire passer est un certain message de la mémoire, un message de l'identité, qui passe forcément par la liberté, la liberté dans tous les sens du terme. Et quand on connaît l'histoire du mouvement libertaire, c'est souvent, hélas, tragique !

**M.L. : N'y a-t-il pas, parfois, un peu de complaisance de la part des anarchistes, sur le côté tragique des choses ?**

**S.B. :** Oui, et ça, ça me gonfle (rire) ! C'est le côté stalinien de tout mouvement politique qui, au lieu de regarder le monde en face, se renferme sur lui-même et va lécher ses plaies, et va remettre un peu de sel dessus !

Moi, ce que j'essaie justement, en littérature en tout cas, c'est de sortir de cette image-là. Tous mes « héros » ont morflé mais ils survivent. Et ce qui me plaît dans l'anarchisme originel, c'est justement le côté vital, et pas du tout le côté morbide.

**M.L. : Dans « Les vies parallèles... » Nicolai est exilé, désenchanté.**

**S.B. :** Le désenchantement, pour moi, est un moment de vérité. Le contraire de la naïveté : la naïveté, ça tue ! ça te tue, toi, et ça tue les autres. Lorsque tu es désenchanté, tu es plus prudent et tu peux survivre,

## Les vies parallèles de Nicolai Bakhtalov : extrait.

Les ouvriers leur jettent toutes sortes de projectiles, mais les hommes tiennent à nouveau, dans la direction des grévistes cette fois, provoquant une énorme confusion. Des corps jonchent le sol, certains bougeant encore, d'autres, immobiles, baignant dans leur sang.

- Les jaunes ! s'écrie Kramer, écoeuré et paniqué. Les salauds ! D'autres grévistes arrivent en renfort, pour barricader les grilles. Un homme s'avance avec un haut-parleur, un brassard blanc noué autour de la manche de sa veste.

- Vous avez trois minutes pour évacuer le chantier, et laisser passer les nouveaux ouvriers. Vous êtes tous virés, alors décampez ! C'est le premier et seul avertissement.

mais tu peux aussi sauver les autres ; c'est cela qui m'intéresse. Bakhtalov, comme Lorenzo dans *Fragments d'une révolution* sont des exilés ; exilés volontaires par rapport à leur propre société, exilés involontaires par rapport à l'histoire. À partir de là, il y a une mélancolie qui s'installe, du fait que tous les ports se ressemblent... Et tous les porcs se ressemblent aussi ! (rire). De toute façon, la mélancolie peut être joyeuse ! Ni Bakhtalov ni Lorenzo ne sont sinistres. Et ce « désenchantement gai », je le revendique en toute conscience. Cela n'a rien à voir, évidemment, avec une métaphore de l'échec d'un idéal libertaire, comme on me l'a dit parfois ! Le destin de ces personnages colle au destin tragique des révolutions ou d'espoirs sociaux qui foirent, mais ce n'est pas pour ça qu'il faut baisser les bras ! Eux, d'ailleurs, ils continuent, dans leur idéal. Simple-ment le monde est cruel, c'est tout.

**M.L. : Cette lucidité de tous tes personnages est souvent compensée par l'alcool, comme si cette lucidité terrible était finalement impossible à assumer...**

**S.B. :** Je crois que les deux vont ensemble. Je crois que la vérité est insupportable. Il faut trouver des moyens de la supporter, alors soit on boit, soit on baise, soit... Il faut soulager la douleur, quelque part. Je ne revendique pas l'alcool forcément, mais mes personnages, c'est vrai, aiment bien licher (rire). Mais ça va avec le souvenir : on boit pour oublier, c'est bien connu ! Mes personnages, eux, boivent pour se souvenir...

**M.L. : Dans « Fragments d'une révolution », comment la fiction a-t-elle rejoint la réalité ?**

**S.B. :** Par un concours de circonstances bizarre. La révolution mexicaine m'intéressait beaucoup, et je me disais : que se passerait-il si on décalait la révolution de 1911 dans les années 70, avec la présence de la télévision ? J'ai donc commencé mon roman et quatre mois plus tard, a eu lieu le soulèvement au Chiapas. J'ai arrêté d'écrire pendant tous ces événements parce que je ne voulais

absolument pas, par respect pour ces gens qui luttent réellement et qui se prenaient des vraies balles, jouer à « l'intello parisien », au vau-tour. J'ai donc attendu que ça se tasse et j'ai alors continué mon roman. Il est dédié à Marcos pour cela : parce que nos chemins, à des milliers de kilomètres de distance, se sont croisés ; pour moi dans la fiction, pour lui dans le réel. Mais lorsque mon livre est sorti, les massacres ont recommencé, et j'ai des sentiments tout à fait douloureux par rapport à cela.

**M.L. : Dans tes livres il y a également de beaux portraits de femmes ; faut-il voir l'influence du Danemark ?**

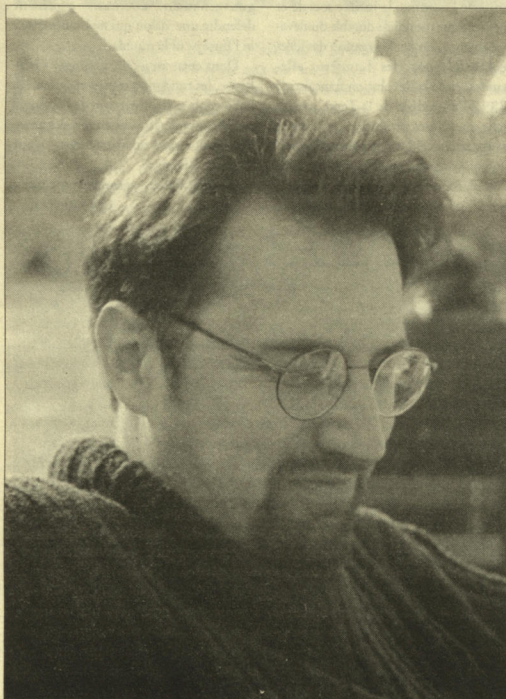
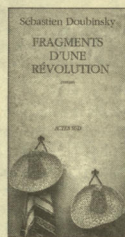
**S.B. :** L'égalité homme-femme est une évidence pour moi. Ce n'est même pas un combat. C'est une évidence. Et je crois, hélas, que des deux côtés, on ne joue pas le jeu. C'est un gros problème ! Tous les

jeux de rôles et tous les jeux de pouvoir m'agaçent, que ce soit du côté macho bête ou que ce soit du côté féminin bête. Cela ne veut pas dire que je ne crois pas à la séduction, ça, c'est autre chose ! Je parle au niveau de rapport social, de rapport direct, immédiat. Mais il est vrai que le Danemark - et les pays scandinaves dans leur ensemble -, par rapport au rôle des femmes, de ce côté-là, sont vraiment des modèles à prendre.

**M.L. : Tu dis souvent que tu ne te considères pas comme un militant anarchiste.**

**S.B. :** L'engagement militant est pour moi un combat de tous les jours, de tous les instants ; ce que, moi, je ne m'estime pas en mesure de faire. Et j'ai énormément de respect pour les gens qui consacrent leur vie à cette cause. Moi je la consacre autrement, j'essaie de mélanger ma vie et mes idées. Kropotkine avait le même problème de se dire qu'on est un peu loin de tout ça, et en même temps, on est nécessaire... Alors j'espère, au moins, être nécessaire !

Propos recueillis par Cathy Ytak



**Librairie du Monde libertaire forum**  
avec Sébastien Doubinsky  
le 24 octobre à 16 h 30



à la petite semaine  
Ce que parler veut dire

Comme de vulgaires jacobins chevémentistes attachés aux principes sacrés inscrits dans la Constitution, certains amateurs d'un hebdomadaire satirique ultra-républicain ont fait connaître leur exécution des parlers régionaux, minoritaires, historiquement vaincus et limités, par là même, à leurs yeux, superflus et désuets. À travers écrit et caricature, haineux mais toujours factieux, nos farceurs ont transformé ceux qui tentent de faire vivre localement ces petits trésors du patrimoine commun en soldats SS pour les adeptes de l'alsacien et en une poignée de culs-terreux pour les amateurs de langue bretonne ou de patois et autres dialectes qualifiés par eux de « parataqués ».

Qu'il se trouve ici ou là des fanatiques du terroir pour nous proposer, dans leur langue particulière, de nouvelles frontières, de nouveaux drapeaux, prétextes à de nouvelles guerres, n'empêche pas les mêmes âneries, ou d'autres, d'être proférées à travers la langue véhiculaire qui unit toutes nos régions.

Ainsi, lorsque Renaud, comique involontaire, pleurniche publiquement, dans la langue de l'Académie, sur la mort d'un président qui le laisse orphelin et avec une inutile brosse à relier à la main, lorsque Charb et Philippe Val nous supplient régulièrement, dans une langue de courtoisants, d'aider Jospin et la gauche qui sont une chance pour le pays, on se prend à rêver que partout dans l'hexagone cent patois, cent dialectes traduisent en chœur, pour les Français de *Charlie Hebdo*, le Père Peinard et son argot : « Si t'en pincas pour la politique, va en faire aux chiottes! »

Que viennent le temps où les hommes auront compris que la langue n'est qu'un outil, où dans une admirable diversité de cent mille parlers ils feront leur ce cri né au-delà des Pyrénées, lancé à la face du monde en castillan et en catalan : « Ma patrie, c'est l'humanité! »

Floréal

LECTURE

L'âge des casernes

Michel Auvray

MICHEL AUVRAY, AUTEUR d'une « Histoire des réfractaires en France. Objecteurs, insoumis, déserteurs », (Éditions Stock, Paris 1983), vient de publier un nouvel ouvrage portant comme indiqué en son titre sur l'histoire du service militaire et sur les mythes associés.

L'exception française

C'est le samedi 3 octobre dernier qu'a été lancé l'A.P.D. (Appel de Préparation à la Défense), substitué au service national, ne concernant pour l'instant que les jeunes garçons avant d'être, comme prévu dans les dispositions législatives, étendu aux jeunes filles. Jacques Chirac a profité de l'occasion pour se présenter comme l'homme qui a aboli le service militaire et Lionel Jospin est allé raconter ses souvenirs de « bidasse » dans une caserne. C'est donc à point nommé que sort le nouvel ouvrage de Michel Auvray. La mort du service militaire, bien qu'annoncée depuis fort longtemps, a été longue à venir et la mise en place de l'A.P.D. est emblématique de ce que l'auteur nous présente comme l'exception française. La

France est, en effet, le seul pays, parmi ceux où la conscription a été abolie, à avoir éprouvé la nécessité de lui créer un substitut, comme si le sevrage était trop difficile.

Ceux et celles qui ont lutté et luttent encore contre l'institution militaire ont pu mesurer combien la conscription était ancrée profondément dans les mœurs sociales et politiques ainsi que dans l'imaginaire collectif de nos concitoyens.

En 1989, le congrès de la Fédération anarchiste, réuni à Rennes, adoptait une motion prenant formellement position pour l'abolition de la conscription.

Autopsie d'une institution

Les réflexions de M. Auvray n'étaient pas étrangères à cette volonté affirmée, bien dans la logique d'un antimilitarisme à la fois militant et idéologique. Les réticences, parfois même la gêne, que nous avons eu à affronter en faisant campagne pour l'abolition de la conscription nous ont conduit à nous poser bien des questions. C'est à ces interrogations que Michel Auvray veut se (nous) donner les moyens de répondre. Pour cela il était nécessaire de

mener un solide travail d'étude et d'analyse chronologiques du service militaire à travers les âges. Cette mise en perspective historique n'a de sens, cependant, que si elle se double d'une étude sociologique, voire même psychanalytique des rapports entre les citoyens et l'institution. S'appuyant sur une documentation étendue, l'auteur jalonne son parcours en passant au crible tous les mythes et les rites associés à un service armé qui évolue sans cesse en fonction des enjeux militaires, stratégiques et politiques du moment.

C'est une véritable autopsie sociale qui est ainsi opérée sur le cadavre encore tiède du service national. L'armée étant, comme on dit, « l'école du crime », il était normal de procéder de la sorte. On sent chez notre « chirurgien de service » une jubilation certaine à disséquer ainsi l'institution mangeuse d'hommes.

Une analyse politique

Rien d'étonnant à cela puisque Michel Auvray a été objecteur puis insoumis, comme il prend soin de le préciser dans l'introduction de son ouvrage. C'est fort d'avoir annoncé la couleur, d'avoir précisé « Le lieu d'ou l'auteur "parle" » qu'il peut se livrer à une analyse politique du phénomène étudié. Le grand intérêt de cet ouvrage, est qu'il nous apporte des éléments pour déceler l'écheveau, pour décrypter les rébus. Mythes et légendes sont en effet constamment entretenus par les politiciens de tous bords pour mieux servir leurs intérêts au gré des changements économiques, stratégiques, idéologiques et des revirements électoralistes. Et quand il s'agit de nous éclairer sur les discours des uns et des autres dans ce domaine, notre « politologue de service » s'en donne à cœur joie : les législateurs de tous poils en prennent chacun pour leur... grade sans exception ni exemption!

La fin d'une époque

Exception française ou pas il est clair que nous vivons la fin d'une époque : l'heure de la mort du service militaire a sonné un peu partout, le siècle à venir débute sous la botte des armées de métier. La conclusion de *L'âge des casernes* s'intitule « Le citoyen et le soldat ». L'auteur y finit de tordre le coup au formidable vecteur de collaboration de classe que fut la conscription. Outil à fabriquer du consensus au service de l'État, elle « n'a jamais été instituée, puis développée, que pour des motifs d'effectifs, des considérations budgétaires, dans un souci d'encadrement social. [...] Aujourd'hui son déclin est général. » Cette disparition n'a pas suscité d'émotion et encore moins de réactions au sein d'une population qu'on aurait pu croire plus attachée à cette institution. Elle a cependant ravivé de vieux débats notamment celui qui consiste à opposer l'armée de métier à l'armée de conscription,

prêtant à cette dernière des vertus populaires et démocratiques.

Michel Auvray remet les pendules à l'heure en passant en revue les sales coups, les sales guerres commises avec la même efficacité, la même barbarie par des soldats professionnels ou amateurs. Une occasion de rappeler que le véritable problème n'est pas le mode de recrutement mais l'armée elle-même, ce chien de garde du pouvoir, avec au bout du fusil, la guerre.

Après avoir réglé le compte du mythe de l'armée populaire, l'auteur fini par ces mots : « L'obligation de servir par les armes et sous les

armes une fois disparue, il est loisible de caresser l'espoir que s'ouvre une ère nouvelle des relations entre gouvernants et gouvernés ». Moins énigmatique, je vous invite à dévorer cet ouvrage et à y puiser tout l'arsenal qui s'y trouve concentré pour en finir un jour avec une société qui ne conçoit la vie que dans le cadre oppressant de relations du type gouvernant-gouverné, ou commandant-soldat pour être plus précis.

Jérôme Varquez

Michel Auvray. *L'âge des casernes. Histoire et mythes du service militaire*. 328 p. 140 F. En vente à la librairie du Monde libertaire.

copinage

Deuxième édition des **Nuits blanches pour Chansons noires** les 6 et 7 novembre à 20 h 45 au Train Théâtre de Portes-lès-Valence (26), avec Bernard Meulien et Lény Escudero (le 6), Jean-luc Debattice, Henri Tachan et Casse-pipe (le 7). Le 6 : 150 F ; le 7 : 150 F (avec repas) ; les deux soirées : 250 F. Réservations : 04 75 57 14 55. Présence d'une table de presse de la librairie la Plume noire lors des deux soirées.

**Tout ça n'empêch' pas Nicolas qu' la Commune n'est pas morte !** est le titre d'une exposition accompagnée de films, chansons, etc. jusqu'au 25 octobre à l'Espace Louise Michel, 42ter, rue des Cascades (Paris 20<sup>e</sup>). Ouvert du mercredi au dimanche de 14 à 18 heures.

**Marie-Josée Vilar** chantera le vendredi 30 octobre à 20 h 30 à l'Espace Renaudie, à Aubervilliers (93). Places à 50 F et 35 F. Rés. : 01 48 34 42 50.

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHZ

jeudi 22 octobre à 18 heures :

*Ci Vis Pacem* : avec Michel Auvray, auteur de « L'âge des casernes ».

samedi 24 octobre à 10 heures :

*La Philanthropie de l'ouvrier charpentier* : avec Michel Auvray, auteur de « L'âge des casernes ».

samedi 24 octobre à 11 h 30 :

*Chronique syndicale* : Situation syndicale internationale.

samedi 24 octobre à 11 h 30 :

*Harmonie du monde* : Le compositeur chinois Ding Shande.

mardi 27 octobre à 22 h 30 :

*Jazz en liberté* : Richard Davis quintet en public (1989) ; Bernard Santacruz quartet (1994) ; Alan Silva trio (1993) ; Luigi Trussardi multi-trios (1996) ; Charles Mingus/the black saint (1963).

mercredi 28 octobre à 10 h 30 :

*Blues en liberté* : John Littlejohn.

NON, NON, ON LIT! :



Un dessinateur au ton anar : Korky Paul

L'illustration viscéralement anarchiste de Korky Paul fait mouche à chaque album par lui dessiné. Quel que soit le texte on peut dire que le livre est une oeuvre de K Paul. Il donne démesure, hilarance et vitesse aux textes les plus nuls comme par exemple la narante adaptation des *Fables d'Esop* de V French, ou au fond les plus sérieux Sandiv le voleur d'odeurs. S'il emprunte au fantastique (*Le Pudding dingue*, *Les Potions secrètes du professeur Puff*), au récit de sorcière (*Pélagie la sorcière*, *L'Hiver de Pélagie*), au récit d'horreur (*La Course endiablée de Dracula Junior*), Korky Paul recentre toujours l'histoire sur l'humour et la dérision. Tel est Jo ce pirate redoutable qui pille, tue, vole et cache ses trésors... mais à qui manque la mémoire (*Le Trésor de Jo le pirate*). Des couleurs vives sans être agressives, des personnages anti-héros confirmés, un dessin au trait touffu, des portraits issus de l'art de la caricature, servent une vision du monde goguenarde et décapante. Ainsi dans *Crazy Canard* le dessin assure la transcoissance de la dérision – somme toute traditionnelle dans la littérature de jeunesse – en subversion ; ce canard qui se paume au cours d'une migration est un curieux, un découvreur d'autres mondes. De même dans le passionnant *Pel le chien qui creusait*, la recherche du nonos vire à l'exploration archéologique et au récit fantastico-bouffon. Bien sûr c'est lorsqu'il met en scène la ruse que Paul se régale. Que ce soit dans un récit animalier (*Doc Lapin le grand défi*) ou dans une mise en scène pseudo-réaliste (*Tom le roi de la pêche*). À travers cette aventure dessinée se lève toutefois un zeste de morale bouffonne qui fait de Korky Paul un La Fontaine de l'illustration du livre pour enfants (de 5 à 100 ans). Les clins d'œil d'un album à l'autre par personnages récurrents, les dialogues de bêtes à textes détournés rappellent au lecteur la présence d'un La Fontaine rieur (*Doc Lapin le grand défi*, *Sandiv le voleur d'odeur*, *Gratte matou*). Pour ceux qui voudraient apprécier la fulgurance du dessin rigolard de Paul, ils peuvent se reporter au *Grand livre de tous les méchants*.

Philippe Geneste



# 17 octobre : Paris dans la rue

**R**ASSEMBLEMENT CONTRE LES « provies » américains et les associations intégristes anti-I.V.G. du F. Haine et leurs invité néo-nazis.

**Les anars et les prochoix ont bien résisté!**

Samedi 11 h 30 dans le métro avec la banderole heureusement rescapée de « Souhaitons la malvenue au papa », qui a fait l'unanimité : « Sabrez le goupillon »! Un lycéen sortant de la réunion de la coordination, écouré, décide de nous suivre quand il comprend que nous allons à la Mutualité.

12 heures devant la Mutu. L'atmosphère est très tendue. Une barrière de CRS sépare des nervis fascistes sortis sur les marches pour « débouter de l'anti-I.V.G. » Nous sommes alors une centaine de prochoix, associations féministes et pro-I.V.G. et Fédération anarchiste. Ça sent salement l'affrontement imminent.

12 h 30, Act-Up, la C.N.T., le centre gay et lesbien arrivent en force à la rescousse. Nous sommes alors 800. Pendant une heure, nos slogans fusent, antireligieux, Pro-I.V.G., anti-fascistes, on entend des couplets du Père Duchêne. Des éclats d'œufs et de tomates dégoulinent des murs de la Mutu. Des fenêtres, les militants fascistes et anti-I.V.G. nous mitraillent au télé-objectif, puis nous les forçons au repli total à l'intérieur des murs et de leur haine.

Quelques copains et copines ne suivent pas la consigne de dispersion et se font agresser par des fascistes.

Tabassage, usage de bombe lacrymo... cinq militants F.A. en seront les victimes, puis plus tard deux militants de Ras-l'Front (venus du rassemblement CADAC-Droit des femmes-Ras-l'Front à la Sorbonne à 14 heures qui a rassemblé 50 personnes) furent agressés à leur tour et transportés à l'hôpital.

**PACS : 15 heures place de l'Odéon**

Que reste-t-il du PACS? Lisons les tracts, écoutons les slogans : les Verts, le P.C.F., le Collectif pour le PACS (M.D.C.) nous implorent de croire encore au PACS... Sachant que leurs élus ont déserté l'Assemblée sous prétexte que « le PACS ne se vend pas en province ». Il est vrai que la chasse s'y vend mieux! La L.C.R., opportuniste pour l'occasion s'est découvert un sexe et appelle les homos à « rentrer dans le droit commun ». Ça veut dire en prison? Act-Up (qu'on a vue plus vindicative le matin) hurle « gauche homophobe tu n'auras plus nos voix ».

Les anars répliquent « Vous venez seulement de le comprendre? », « Te maries pas, ne PACS pas, ne votes pas »...

Les associations gaies et lesbiennes expriment, elles, leur colère face à la non-égalité des droits des homos et des hétéros. Que le PACS était au départ le CUS, un moyen pour deux personnes qui s'aiment d'exprimer leur solidarité quel que soit leur sexe.

C'est la gauche, qui après avoir pris leur voix les a trahi en cédant aux pressions de l'ordre moral. Les fascistes et intégristes avaient ressorti pour l'occasion leurs discours fielleux et haineux, relayés par une droite réactionnaire unitaire bien qu'en décomposition et une bonne partie de la gauche parlementaire qui parle de nouvel ordre (M.D.C.) ou de retour aux valeurs de la famille (P.S.).

Une gauche qui laisse circuler l'idée de droit de regard sur le choix de nos vies et de nos amours et une droite prête à remettre en question le droit à l'avortement et à la contraception et un F.Haine prêt à ouvrir des camps de concentration : telle est la France de l'an 2 000!

Il faudrait savoir qu'est-ce qui paraissait le moins vendable aux socialistes dans le PACS : la régularisation de nos conjoints sans-papiers ou l'épineux problème de l'adoption d'enfants par les couples gays et lesbiens? Ouvrons les yeux, fermons l'hémicycle! Ça fait longtemps qu'une partie de la gauche est réactionnaire, homophobe, carriériste et commerciale!

Ma sexualité me regarde. Je suis d'abord anarchiste et par là je sais que mes droits et mes choix ne se prendront qu'à l'arraché et dans la rue. C'est là que continue le vrai combat contre l'ordre moral! Ce qui était le matin devant la Mutu l'ont compris.

Place de la Bastille, 17 h 30. Les plus enragés vont rejoindre le manif des sans-papiers à l'Opéra. D'autres partent doucement pour la commémoration des Algériens jetés dans la Seine au pont Saint-Michel en 1961.

Patrick  
groupe F.A. Paris 11<sup>e</sup>

PARIS

## Vers l'égalité de tous et toutes devant le savoir

**M**ARDI VERS 15 H 30, TOUT LE LYCÉE EST rassemblée au réfectoire. Quelques étudiants prennent la parole et nous fixent le but de la réunion : organiser au mieux la manifestation de jeudi. Pourquoi Jules-Ferry, un lycée privilégié, participerait-il à la manifestation? Certes ce n'est pas un lycée de Z.E.P. mais néanmoins nous avons les mêmes revendications (à savoir sureffectif en classe, manque de professeurs, retard de travaux) mais c'est surtout par solidarité que nous suivons le mouvement de grève. C'est pourquoi, non seulement pour représenter « Jules » mais aussi pour établir le contact et s'organiser avec les autres lycées, un comité a été élu. Ainsi, la coordination Paris Nord (CPN) a été créée afin d'éviter toute récupération politique. En effet, ce groupe indépendant réunit plusieurs établissements aussi bien privilégiés (Ferry, Chaptal, Condorcet, Lamartine...) qu'en difficulté (Condorcet (93), Quinet, Decour, Zigfried, Balzac, Buffaut, Renoir, Carnot...).

**Le message est passé : il faut se mobiliser**

Jeudi une nouvelle assemblée générale a lieu pour finir les préparatifs de dernière minute (banderoles, service d'ordre). Enfin le rendez-vous est fixé : 12 h 30 place Clichy pour partir tout ensemble.

Arrivés à Nation, nous découvrons la place « dévastée ». Nous avons hué les casseurs et crié « Assez la violence » - slo-

gan répété à de trop nombreuses reprises malheureusement - ils persisteront dans leur comportement ridicule. Jules Ferry avance tel un groupe soudé.

Le lendemain matin (bonne élève que je suis) je retourne en cours. Deux heures après, j'apprends que le comité a décidé de faire un sit-in et de bloquer la place Clichy. Pour cela, nous donnons un quart d'heure aux policiers. En effet, tout Jules Ferry, plutôt mécontent du déroulement de la manifestation de jeudi (je ne reviendrais pas sur la violence) observe une minute de silence et décide de renouveler le mouvement de manière pacifique. Au bout d'une demi-heure les CRS (qui n'ont vraiment aucun humour) nous demande « poliment » de libérer la place.

La marche escortée par la police, reprend son cours en début d'après-midi et ainsi nous allons chercher les autres lycées du quartier. Peu nous ont rejoint, si ce n'est Jacques Decour et Chaptal.

Même si ce n'est qu'un petit mouvement, je pense que le plus important est que cela se passe dans le calme et sans aucun débordement (les policiers en sont témoins). Jules Ferry, décrit comme le « phare de la coordination » continue donc la grève.

Si l'éducation est le meilleur rempart contre le chômage, nous nous voyons obligés de constater que nous sommes pas égaux devant l'accès au savoir. C'est pourquoi le but de ce mouvement est l'égalité de tous et de toutes devant le savoir, et cela il ne faut pas l'oublier.

Chloé - seconde littéraire à Jules-Ferry (Paris)

LA DERNIÈRE TENTATION DE CHRISTINE BOUTIN

FAIRE AVORTER LE PACS



A G E N D A

**jeudi 22 octobre**

**BORDEAUX** : Rassemblement à 18 heures devant la préfecture et le vendredi 23 octobre au meeting salle de l'Athénée Municipal à 20 heures pour la régularisation de tous les sans-papiers avec Madjiguène Cissé.

**vendredi 23 octobre**

**MONTPELLIER** : Le groupe Un Autre futur de la F.A. vous invite à une projection-débat sur la peine de mort aux Etats-Unis au travers du cas Mumia Abu Jamal à l'Antre Anar, 5, rue Jeanne d'Arc.

**PARIS** : Débat à 19 heures à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, (11<sup>e</sup>) avec Michel Auvray autour de son dernier livre « L'âge des casernes, histoire et mythes du service militaire ».

**mardi 27 octobre**

**CRÉTEIL** : Le collectif Val-de-Marne des sans-papiers organise un rassemblement à 17 h 30 devant la préfecture pour soutenir les grévistes de la faim.

**jeudi 29 octobre**

**LYON** : Débat sur l'affaire Mumia Abu Jamal (militant noir américain condamné à mort bien qu'innocent...) à 21 heures au Café libertaire (19, rue Pierre Blanc (1<sup>er</sup>), entrée par l'allée).

**vendredi 30 octobre**

**MONTPELLIER** : Projection du film « Docteur Folamour » de Stanley Kubrick suivi d'un débat sur l'antimilitarisme à l'Antre Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc.

**samedi 31 octobre**

**MARSEILLE** : L'Union régionale de la F.A. et l'UL-CNT organisent la 5<sup>e</sup> nuit de l'Anarchie à partir de 18 heures au Théâtre Toursky (16, passage Léo Ferré, Métro national et Bus 89). Au programme : Débats, tables de presse, buffet, buvette, musique, vidéos. Entrée gratuite.

**MARSEILLE** : Le RIRE et le CIRA organisent un débat sur l'antimilitarisme à 17 heures au 3, rue Saint-Dominique avec Michel Auvray, auteur de « L'Age des casernes ».

**mardi 3 novembre**

**VANNES** : Le groupe libertaire René Lochu organise un débat sur l'éducation avec l'école libertaire Bonaventure et le lycée autogéré de Paris à 20 h 30 au palais de Arts.

**jeudi 5 novembre**

**NANTES** : A l'initiative de la C.N.T., la F.A. et le S.C.A.L.P. est organisé une rencontre-débat avec Lian Flynn, responsable du syndicat maritime américain I.W.W. 71, rue Bellamy à 20 h 30.

**vendredi 6 novembre**

**MONTPELLIER** : Débat à l'initiative du groupe Un Autre futur de la Fédération anarchiste « Contre l'incinération et le recyclage : gestion directe des déchets » à l'Antre Anar, 5, rue Jeanne d'Arc.